



Mairie de Marseille

DIRECTION GENERALE ADJOINTE
VILLE AU QUOTIDIEN

Cahier des clauses administratives particulières

**Etudes géotechniques, de reconnaissance et de
pollution des sols dans le cadre de la rénovation
de 4 groupes scolaires, 13015 Marseille (2 lots)**

Numéro de la consultation : 25_1635

Procédure de passation : Appel d'offres ouvert

Sommaire

Article 1 - OBJET ET DUREE DU MARCHE.....	4
1.1 Intitulé et Objet des prestations.....	4
1.2 Procédure.....	4
1.3 Forme du marché.....	4
1.4 Décomposition en Lots.....	4
1.5 Prestations similaires.....	5
Article 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	5
Article 3 - DELAIS ET/OU DUREE D'EXECUTION.....	5
3.1 Type de missions et Délais.....	5
3.2 Durée.....	6
Article 4 - ENTREPRISES GROUPEES.....	7
Article 5 - CONDITIONS DE LIVRAISON ET D'EXECUTION.....	7
5.1 Lieux d'exécution ou de livraison.....	7
Article 6 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION.....	7
Article 7 - OPERATIONS DE VERIFICATIONS / ADMISSION.....	8
7.1 Vérifications.....	8
Article 8 - GARANTIE CONTRACTUELLE.....	8
8.1 Durée de garantie.....	8
8.2 Point de départ de la garantie.....	8
Article 9 - PROPRIETE INTELLECTUELLE ET UTILISATION DES RESULTATS.....	9
Article 10 - CONFIDENTIALITE ET MESURES DE SECURITE.....	9
Article 11 - MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX.....	9
11.1 Nature du prix.....	9
11.2 Variations de prix.....	9
11.3 Disparition d'indice.....	10
Article 12 - AVANCE.....	10
12.1 Régime de l'avance.....	10
12.2 Dispositions complémentaires.....	11
Article 13 - MODALITÉS DE REGLEMENT.....	11
Article 14 - PAIEMENT ET ETABLISSEMENT DE LA FACTURE.....	12
14.1 Délais de paiements.....	12
14.2 Intérêts moratoires.....	12

14.3	Modalités de paiement direct des sous-traitants.....	12
14.4	Présentation des demandes de paiement.....	12
14.5	Dématérialisation des factures.....	13
Article 15 - PENALITES.....		14
15.1	Pénalités de retard.....	14
15.2	Obligations environnementales à la charge du titulaire et pénalités en cas de manquement.....	14
15.3	Pénalités pour non respect des obligations environnementales du titulaire.....	14
15.4	Pénalités pour non respect des dispositions du Code du Travail.....	14
15.5	Autres pénalités.....	14
Article 16 - RESILIATION ET EXECUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE.....		15
Article 17 - CLAUSES DE GESTION DES DONNEES.....		15
17.1	Les contraintes réglementaires.....	15
17.1.1	Le RGS.....	15
17.1.2	Le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD).....	15
17.1.3	Le Code du Patrimoine.....	16
17.2	Les clauses générales de confidentialité.....	16
17.3	Les contrôles.....	17
17.4	Phase de réversibilité.....	17
Article 18 - LOGICIEL E-ATTESTATIONS.....		17
Article 19 - LOI APPLICABLE.....		17
Article 20 - CONFORMITE AUX NORMES.....		18
Article 21 - ASSURANCES.....		18
Article 22 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....		18

Article 1 - OBJET ET DUREE DU MARCHE

1.1 Intitulé et Objet des prestations

Intitulé de la consultation :

Etudes géotechniques, de reconnaissance et de pollution des sols dans le cadre de rénovation de 4 groupes scolaires, 13015 Marseille.

La présente consultation a pour objet : Etudes géotechniques, de reconnaissance et de pollution des sols dans le cadre de la réhabilitation et le réaménagement des locaux dans 4 groupes scolaires ANRU de la Ville de Marseille. En effet, ces travaux s'inscrivent dans une opération de rénovation énergétique et technique afin de répondre au vieillissement important des bâtiments scolaires et au besoin d'effectif croissant d'enfants.

1.2 Procédure

La procédure de passation est la suivante :

APPEL D'OFFRES OUVERT - selon les articles suivants : articles R2124-2, R2161-2 à 5 du Code de la commande publique.

1.3 Forme du marché

Le marché est simple, à prix global et forfaitaire.

Il comporte une prestation supplémentaire éventuelle obligatoire

La pose de piézomètres, le suivi piézométriques et le rapport afférent sont des prestations supplémentaires éventuelles (PSE) qui s'ajouteront ou non à l'ensemble des prestations définies dans le présent document. **Ces PSE sont obligatoires** et devront être proposées selon les mêmes exigences techniques que les prestations de base, et respecter les normes applicables au marché.

Le pouvoir adjudicateur se réserve ou non la possibilité de retenir ou non cette PSE obligatoire au moment de l'analyse de l'offre.

1.4 Décomposition en Lots

L'ensemble des prestations est réparti en plusieurs lots traités par marchés séparés et définis comme suit :

N°	Intitulés lots séparés
1	Groupes scolaires La Bricarde et St. André Barnier, 13015 Marseille
2	Groupes scolaires La Viste Bousquet et St. Louis Campagne Lévêque (Phases 1 et 2), 13015 Marseille

1.5 Prestations similaires

Conformément à l'article R2122-7 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de conclure ultérieurement, avec le titulaire du marché, un marché ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles confiées au titulaire dans le cadre de la présente consultation.

Article 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du C.C.A.G. PI, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissante et en cas de contradiction ou difficultés d'interprétation des pièces contractuelles, la clause ou l'interprétation la plus favorable à l'acheteur public sera retenue .

- l'Acte d'Engagement (AE) - cadre de réponse (pour chacun des 2 lots)
- la Décomposition du prix global et forfaitaire pour chacun des 2 lots
- le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicable aux marchés publics de prestations intellectuelles par l'arrêté du 30 mars 2021 publié au JORF du 1er avril 2021
- Le Code de la construction et de l'habitation,
- Le Code de l'environnement,
- Le Code de la santé publique,
- Le Code du travail
- Les normes françaises homologuées,
- Les mémoires techniques (pour chacun des 2 lots)
- les programmes de chacun des 4 groupes scolaires (donnés à la MOE)
- les dossiers techniques de chacun des 4 groupes scolaires (donnés à la MOE)
- le référentiel des écoles Ville de Marseille (Cahier fonctionnel et architectural)

Article 3 - DELAIS ET/OU DUREE D'EXECUTION

3.1 Type de missions et Délais

Le présent marché a pour objet de confier une mission géotechnique, de reconnaissance et de pollution des sols :

Type de mission	Délais (à compter de l'ordre de service)
G1 (Etudes géotechniques préalables) + Rapport	3 semaines
G2 (Etudes géotechniques de conception) + Rapport	4 semaines
G2 (Projet) + Rapport	45 jours

G4 (Supervision géotechnique d'exécution) + Rapport + visa sur documents	Selon le planning du chantier + 2 semaines
G5 (Diagnostic géotechnique) + Rapport	4 semaines
Réunions + visites de chantier + CR	2 semaines
PSE : Pose de piézomètres + suivi piézométriques + Rapport	Selon le planning du chantier + 2 semaines

Vérification de chaque mission par le maître d'ouvrage : 2 semaines

Le délai d'exécution ainsi que la date de commencement des prestations sont fixés dans l'ordre de service adressé au titulaire.

Concernant l'expiration et la prolongation du délai d'exécution, les articles 13.2 et 13.3 du CCAG PI s'appliquent.

En cas d'intempéries, le délai d'exécution des prestations est prolongé d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou au moins des phénomènes naturels dépasse les intensités et durées limites définies ci-dessous :

- pluie : intensité limite de 10 mms / 24 heures
- vent : intensité limite supérieure à 90 kms / heure
- gel : intensité limite inférieure à 0 degré / 12 heures
- neige : intensité limite de 5 cms / 24 heures

Le titulaire devra notamment produire le rapport de la station météorologique de Marseille prouvant que les éléments naturels ont dépassés les mesures ci-dessus décrites.

L'ordre de service de prolongation des délais pour cause d'intempérie sera établi soit directement par le maître d'ouvrage, soit sur demande du titulaire devant intervenir dans les 5 jours de la survenance de l'intempérie. Le maître d'œuvre pourra établir l'ordre de service de prolongation pour intempérie soit après chaque intempérie constatée, soit globalement avant la fin du délai d'exécution.

3.2 Durée

La période de validité du marché démarre à compter de sa notification et durera jusqu'à la fin de la garantie de parfait achèvement (G.P.A) suivant la date de réception définitive des travaux (et éventuellement prolongée).

Le marché est conclu pour toute la période des études et travaux (soit 56 mois environ), concomitamment avec le marché de Maîtrise d'œuvre ci-rapportant, à compter de sa date de notification ou jusqu'à la fin de la prolongation des marchés de travaux, le cas échéant, si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées à la fin de cette période.

Pour information, la durée estimée pour chacun des lots donnés à la Maîtrise d'œuvre

<i>Lot 1 GS La Bricarde : 11 mois d'études et 24 mois de travaux+12 mois de GPA</i>
<i>Lot 2 GS La Viste Bousquet : 18 mois d'études et 26 mois de travaux+12 mois de GPA</i>
<i>Lot 3 GS St. André Barnier : 11 mois d'études et 22 mois de travaux+12 mois de GPA</i>
<i>Lot 4 GS St. Louis Campagne Lévêque : 8 mois d'études et 18 mois de travaux+12 mois de GPA (Phase 1) + Marchés subséquents (phase 2)</i>

Article 4 - ENTREPRISES GROUPEES

Le mandataire du groupement représente l'ensemble des entrepreneurs, vis-à-vis du représentant du pouvoir adjudicateur pour l'exécution du marché.

Il assure, sous sa responsabilité, la coordination de ces entrepreneurs.

Dans le cas d'entrepreneurs groupés conjoints, le mandataire est solidaire de chacun des membres du groupement dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard de la personne publique jusqu'à la date à laquelle ces obligations prennent fin.

Dans le cas d'entrepreneurs groupés solidaires, si le marché ne désigne pas l'entrepreneur mandataire, celui qui est énuméré le premier dans l'acte d'engagement est le mandataire des autres entrepreneurs.

Article 5 - LIEUX D'EXECUTION

Les prestations sont réalisées dans les lycées objet de la prestation ainsi que dans les locaux du titulaire du marché et potentiellement dans ceux de la ville de Marseille.

Article 6 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION

Désignation et rôle du représentant qualifié

Dans son acte d'engagement, le Titulaire désigne son représentant technique qualifié et le suppléant de ce dernier (nom, prénom, titre, CV, attestations de compétences et de qualifications), qu'il s'engage à affecter pendant toute la durée du marché.

Ce représentant qualifié, ou son suppléant, dénommé « Géotechnicien » :

- signe l'ensemble des avis, rapports et attestations prévus au marché ;
- participe, tout au long de sa mission, à toutes réunions nécessaires aux mises au point techniques ;
- répond, tout au long de sa mission, aux sollicitations du Maître d'ouvrage, du Conducteur d'opération, du Maître d'œuvre et des autres prestataires intellectuels ;
- participe, en phase de travaux, aux réunions de chantier hebdomadaires et réalise des visites de chantier programmées ou inopinées.

Il ne peut exiger aucune solution susceptible d'avoir des incidences financières sans avis préalable du Maître d'ouvrage.

Cas d'empêchement du représentant qualifié

Conformément à l'article 3.4.3 du CCAG-PI, le Titulaire s'engage à affecter pendant toute la durée du marché, les mêmes personnes physiques comme représentant qualifié et comme suppléant.

Si toutefois l'une de ces deux personnes, nommément désignées, n'était, temporairement ou définitivement, plus en mesure d'accomplir sa tâche, le Titulaire devra :

- 1- en aviser aussitôt le Maître d'ouvrage ;
- 2- prendre toutes les dispositions nécessaires afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations : en particulier, assurer aussitôt le passage des consignes et la transmission des documents rédigés ou reçus au suppléant désigné, aux spécialistes sollicités, et aux remplaçants pressentis ;
- 3- proposer au Maître d'ouvrage, dans un délai maximal de 30 jours à compter de l'avis mentionné en 1, un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes (nom, prénom, titre, CV, attestations de compétences et de qualifications).

Pour entrer en fonction, la nouvelle personne physique affectée à la mission par le Titulaire, ainsi que son suppléant, doivent être acceptée par le Maître d'ouvrage.

Le remplaçant proposé par le Titulaire est considéré comme accepté par le Maître d'ouvrage si celui-ci ne le récusé pas dans le délai d'un mois à compter de la réception de la demande de remplacement et de tous ses justificatifs.

Si le Maître d'ouvrage récusé le remplaçant, par une décision motivée, le Titulaire dispose de 30 jours pour proposer un autre remplaçant.

A défaut de proposition de remplaçant par le Titulaire ou en cas de récusation des remplaçants proposés, le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 39 du CCAG PI

Le Géotechnicien partant, assure le passage des consignes et la transmission des documents qu'il a rédigés ou reçus aux personnes désignées pour le remplacer ou lui succéder, ou à défaut au Maître d'ouvrage. Il établit pour cela un procès-verbal dans un délai de 5 jours à compter de la demande du Maître d'ouvrage.

Article 7 - OPERATIONS DE VERIFICATIONS / ADMISSION

Les vérifications et les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont effectuées dans les conditions prévues aux articles 28 et 29 du CCAG PI.

Le Maître d'ouvrage disposera de 2 semaines pour la validation de chaque mission effectuée par le Géotechnicien.

En l'absence d'écrit, le silence vaut acceptation.

Article 8 - GARANTIE CONTRACTUELLE

8.1 Durée de garantie

Conformément à l'article 30 du CCAG PI, les prestations du marché prévoient une garantie technique.

8.2 Point de départ de la garantie

Conformément à l'article 30 du CCAG PI, le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision d'admission des prestations.

Article 9 - PROPRIETE INTELLECTUELLE ET UTILISATION DES RESULTATS

L'utilisation des résultats, et notamment les droits respectifs du pouvoir adjudicateur et du titulaire en la matière, sont définis à l'article 35 du CCAG PI.

Il n'est pas prévu de disposition particulière.

Article 10 - CONFIDENTIALITE ET MESURES DE SECURITE

La confidentialité et les mesures de sécurité sont soumises aux dispositions de l'article 5 du CCAG PI.

Le titulaire s'engage à respecter la plus stricte confidentialité à l'égard des données, documents, échanges, débats, etc. dont il aura connaissance pour et pendant l'exécution de sa mission.

Article 11 - MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX

11.1 Nature du prix

Prix global et forfaitaire :

Le marché est conclu au prix global et forfaitaire figurant dans l'acte d'engagement.

Le taux de la TVA à prendre en considération est celui en vigueur à la date du fait générateur, conformément à l'article 269 du CGI.

11.2 Variations de prix

Les prix sont révisibles selon les modalités fixées ci-après.

Révision des prix selon formule paramétrique :

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres ; ce mois est appelé "mois zéro".

Les prix du marché évoluent de la manière suivante en fonction de l'évolution des conditions économiques. Les prix sont révisibles.

Pour déterminer les prix de règlement, il sera fait application de la formule de révision figurant ci-après.

Les prix sont révisés annuellement, à chaque date d'anniversaire de la notification du marché, en application de la formule suivante :

$$P(n) = P(o) * [0.15 + 0.85 * (I(n)/I(0))]$$

Les paramètres figurant dans la formule ont la signification suivante :

P (n) : Prix après révision

P (0) : Prix à la date de remise des offres

I (n) : Valeur de l'indice indice ING (ingénierie - site internet : insee.fr), pris à la date de notification du marché

I (0) : Même indice pris à la date limite de remise des offres.

Révision provisoire

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

Application de l'arrondi au centième supérieur :

Les arrondis s'effectueront avec 2 décimales.

Lorsque la 3ème décimale est > 5 la 2ème décimale est arrondie à l'unité suivante.

Lorsque la 3ème décimale est < 5 on garde la 2ème décimale.

11.3 Disparition d'indice

Dans le cas de disparition d'indice, le nouvel indice de substitution préconisé par l'organisme qui l'établit sera de plein droit applicable dès lors qu'il correspond à la structure de prix de la prestation.

Dans l'hypothèse où aucun indice de substitution ne serait préconisé, les parties conviennent que la substitution d'indice sera effectuée par avenant après accord de chacune d'elles.

Article 12 - AVANCE

12.1 Régime de l'avance

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, une avance sera versée au titulaire, dans les cas et selon les modalités prévues aux articles R2191-3 à 19 du Code de la commande publique et à l'acte d'engagement.

Elle est versée le cas échéant dans le délai de 30 jours à compter de la date de début du délai contractuel d'exécution du marché, du bon de commande ou de la tranche.

L'avance est remboursée dans les conditions prévues aux articles R2191-11, R2191-12 et R2191-29 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65% du montant initial du présent marché et se termine lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80% du même montant selon un rythme calculé au prorata du pourcentage d'avancement.

12.2 Dispositions complémentaires

L'avance ne pourra toutefois être versée qu'après constitution par le titulaire d'une garantie à première demande ou, si le pouvoir adjudicateur en a donné son accord, d'une caution personnelle et solidaire d'un montant de 100 % du montant de l'avance et dont l'objet est de garantir le remboursement de l'avance consentie.

Article 13 - MODALITÉS DE REGLEMENT

Les dispositions des articles R2191-20 à 22 du Code de la commande publique relatives aux acomptes sont applicables.

L'acompte correspond au montant des sommes dues au Titulaire pour l'intervalle compris entre deux demandes de paiement successives.

Pendant la période d'exécution de chantier, l'intervalle entre deux acomptes successifs sera égale à un mois. Le montant de chaque acompte sera calculé conformément aux dispositions présentées dans le tableau ci-dessous.

Pour le versement du solde, le Titulaire adressera son projet de décompte à l'expiration de la période de garantie de parfait achèvement.

Le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes, dans les conditions suivantes :

- le montant de la rémunération est fractionné par mission conformément à la décomposition du prix annexée à l'acte d'engagement et au tableau ci-dessous :

Type de mission	Règlements
G1 (Etudes géotechniques préalables) + Rapport	100 % à réception du rapport sur la phase d'étude concernée
G2 (Etudes géotechniques de conception) + Rapport	
G2 (Projet) + Rapport	
G4 (Supervision géotechnique d'exécution) + Rapport + visa sur documents	Par acomptes mensuels égaux calculés au démarrage du chantier sur la base de la durée initiale contractuelle des travaux.
Réunions + visites de chantier + CR et/ou Rapport	En cas de prolongation de la durée d'exécution des travaux, la répartition ci-dessus sera maintenue et aucune rémunération supplémentaire ne sera due
G5 (Diagnostic géotechnique) + Rapport	100 % à réception du rapport sur la phase d'étude concernée
PSE : Pose de piézomètres + Suivi pézométriques + Rapport	Par acomptes mensuels égaux calculés au démarrage du chantier sur la base de la durée

	<p>initiale contractuelle des travaux.</p> <p>En cas de prolongation de la durée d'exécution des travaux, la répartition ci-dessus sera maintenue et aucune rémunération supplémentaire ne sera due</p>
--	---

Article 14 - PAIEMENT ET ETABLISSEMENT DE LA FACTURE

14.1 Délais de paiements

En application des articles R2192-10 à 15 du Code de la commande publique, le paiement sera effectué dans un délai de 30 jours courant à compter de la date de réception de la demande de paiement par les services de la personne publique contractante ou à compter de la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

Le délai global de paiement pourra être suspendu dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

14.2 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus ci-dessus fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice des titulaires ou des sous-traitants payés directement. Il est fait application, pour toute la durée du marché, du taux des intérêts moratoires égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 Euros conformément à l'article D2192-35 du Code de la commande publique.

14.3 Modalités de paiement direct des sous-traitants

Conformément aux dispositions des articles L2193-11 et R2193-10 du Code de la commande publique, seuls les sous-traitants directs du titulaire du marché (qui ont été acceptés et dont les conditions de paiement ont été agréées) peuvent bénéficier du paiement direct.

Le paiement direct des sous-traitants régulièrement acceptés est mis en oeuvre selon les modalités prévues par le Code de la commande publique, et notamment, par ses articles R2193-11 à 16.

Les sous-traitants adressent leur demande de paiement, libellée au nom du pouvoir adjudicateur, au titulaire ainsi qu'à la personne désignée ci-après :

Ville de Marseille
Direction Générale Adjointe Ville au Quotidien
Direction du Patrimoine scolaire et Crèches
37 Bd Périer
13233 MARSEILLE CEDEX 20

Le délai global de paiement du sous-traitant est de 30 jours. Ce délai est computed dans les conditions prévues aux articles R2192-22 et R2192-23 du Code de la commande publique.

14.4 Présentation des demandes de paiement

Les factures afférentes au marché sont établies en portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom / la raison sociale et l'adresses du créancier
- le numéro de SIRET
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement
- Le numéro et la date du marché et de chaque avenant
- La nature des prestations
- La quantité
- Le prix de base hors révision et hors taxes
- Le prix révisé
- Le taux et le montant de la T.V.A.
- Le montant total de la facture en euro HT et TTC
- La date et le numéro de facture.

Les factures dématérialisées indiquent l'adresse suivante :

Ville de Marseille
Direction Générale Adjointe Ville au Quotidien
Direction du Patrimoine scolaire et Crèches
37 Bd Périer
13233 MARSEILLE CEDEX 20

Le paiement s'effectue suivant les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues aux articles 11 et 12 du C.C.A.G.- PI

Pour les candidats européens sans établissement en France : en lieu et place du numéro de SIRET, indiquer le N° de TVA intracommunautaire

N° de TVA intracommunautaire de la Ville de Marseille : FR75211300553

Pour les artistes établis en France : indiquer le numéro "agessa" ou "maison des artistes"

14.5 Dématérialisation des factures

Le titulaire, ainsi que ses éventuels sous-traitants admis au paiement direct, transmettent leurs factures sous forme électronique, conformément aux dispositions des articles L2192-1 à L2192-7 et D2192-1 à D2192-3 du Code de la Commande Publique.

Les factures doivent être envoyées de façon dématérialisée et gratuite en utilisant le "portail public de facturation" sécurisé Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Ce portail permet d'intégrer automatiquement les données nécessaires à la mise en paiement des factures et d'économiser les coûts d'édition et d'envoi postal des factures ainsi que de suivre par internet l'état d'avancement de leur traitement.

Toutes les informations utiles aux modalités d'utilisation du portail et de transmission des factures sont **disponibles directement sur le site**.

Pour accéder à la « structure »(au sens CHORUS PRO) Ville de Marseille adéquate, le titulaire sera informé du **numéro SIRET** devant être utilisé.

De même, la Ville de Marseille a choisi de rendre obligatoire la **référence à l'engagement**. Le ou les numéros d'engagement seront communiqués au titulaire par le service gestionnaire du marché ou par le service acheteur.

Sous peine d'irrecevabilité, les factures seront déposées dans CHORUS PRO en respectant l'obligation de renseignement exact des 2 numéros précités.

Article 15 - PENALITES

15.1 Pénalités de retard

En cas de retard dans l'exécution des prestations, imputable au titulaire, des pénalités seront appliquées après observations éventuelles du titulaire, selon les dispositions de l'article 14.1.1 du CCAG PI.

Par dérogation à l'article 14.1.1. du CCAG-PI, il sera prévu :

- une pénalité de cent (100) euros par jour calendaire pour retard dans les interventions et délais d'exécution. Cette pénalité s'appliquera sur simple constations du retard.
- une pénalité de 100 euros par jour calendaire de retard si le titulaire ne respecte pas les délais de la remise des documents (comptes-rendus, rapports et transmission de renseignements demandés par le Maître d'ouvrage...) jusqu'à la remise effective des documents. Cette pénalité s'appliquera sur simple constations du retard.

15.2 Obligations environnementales à la charge du titulaire et pénalités en cas de manquement

Au titre du développement durable, le titulaire propose dans son mémoire technique la démarche environnementale qu'il engagera pour la bonne exécution du marché. Le mémoire technique, pièce contractuelle du marché en application du présent CCAP, constitue un engagement du titulaire. Le pouvoir adjudicateur procédera à des contrôles afin de s'assurer de la bonne mise en œuvre des engagements du titulaire, et se réserve la possibilité d'opérer par contrôle inopiné.

15.3 Pénalités pour non respect des obligations environnementales du titulaire

En application de l'article 93 de la loi n°2011-525 du 17/05/2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit, le titulaire qui ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du Code du Travail se verra infliger une pénalité d'un montant **de 50 euros par jour de retard**.

Le montant de cette pénalité sera au plus égal à 10% du montant du présent contrat et ne pourra excéder le montant des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du Code du Travail.

15.4 Pénalités pour non respect des dispositions du Code du Travail

En application de l'article 93 de la loi n°2011-525 du 17/05/2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit, le titulaire qui ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles

L.8221-3 à L.8221-5 du Code du Travail se verra infliger une pénalité d'un montant **de 50 euros par jour de retard**.

Le montant de cette pénalité sera au plus égal à 10% du montant du présent contrat et ne pourra excéder le montant des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du Code du Travail.

15.5 Autres pénalités

- Absence en réunion :

En cas d'absence à une des réunions, une pénalité d'un montant forfaitaire de 200 cent euros sera appliquée par absence.

Article 16 - RESILIATION ET EXECUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

L'ensemble des dispositions du CCAG PI (chapitre 7) est applicable.

En cas d'inexécution par le titulaire d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, ou en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire (article 27 du CCAG PI).

La décision du Maître d'ouvrage d'arrêter l'exécution des prestations à l'issue d'une phase entraînera, sans indemnités, la résiliation du marché, en application des articles 22 et 38.3 du CCAG PI.

En cas d'inexactitude des renseignements prévus aux articles R2143-6 à 16 du Code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du Code du travail, le marché sera résilié aux torts du cocontractant de la personne publique et exécuté à ses frais et risques.

Article 17 - CLAUSES DE GESTION DES DONNEES

17.1 Les contraintes réglementaires

17.1.1 Le RGS

Le décret **RGS (Référentiel Général de Sécurité)**, pris en application de **l'ordonnance n° 2005-1516 du 8 Décembre 2005**, dite « ordonnance télé-services » et en vigueur depuis le 19 Mai 2013, s'impose à la totalité des systèmes d'information, et nous oblige à garantir la sécurité des échanges électroniques entre le citoyen et l'administration, entre deux administrations ou entre une administration et ses partenaires. Ces échanges électroniques sont également nommés **télé-services**.

17.1.2 Le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD)

Sont applicables dans le cadre de ce marché les dispositions du Règlement 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (Règlement Général sur la Protection des Données).

Il est notamment nécessaire de confirmer le respect de l'article 44 du Règlement Général sur la Protection des Données qui précise que le transfert de données personnelles à l'extérieur de

l'Union Européenne ne peut se faire qu'à certaines conditions contractuelles et en co-responsabilité du responsable de traitement et du titulaire du marché (sous-traitant au sens du RGPD)

L'ensemble des conditions sont définies dans l'annexe « Protection des données et Politique de sécurité » de l'acte d'engagement, le cas échéant.

17.1.3 Le Code du Patrimoine

Les documents et données produits ou reçus par la Ville de Marseille constituent des archives publiques.

Or, la **loi n°2015-195** promulguée le 20 février 2015 et modifiant **l'article L.111-1 du Code du Patrimoine**, qualifie les archives publiques de "Trésors nationaux" et ne peuvent donc sortir du territoire douanier qu'après autorisation du Service inter-ministériel des Archives de France (SIAF) et seulement dans certains cas précis.

17.2 Les clauses générales de confidentialité

Les supports informatiques physiques et documents fournis par la **Ville de Marseille** à la société prestataire restent la propriété de la **Ville de Marseille**.

Les données contenues dans ces supports et documents sont **strictement couvertes par le secret professionnel** (article 226-13 du Code pénal), il en va de même pour toutes les données dont la société prestataire prendra connaissance à l'occasion de l'exécution de ce marché.

Les données produites, collectées, traitées ou gérées par la collectivité ou par le concessionnaire/titulaire du marché pour son compte, dans le cadre de ses activités de service public et en lien avec ses compétences, en ce qu'elles sont nécessaires au fonctionnement du service public, sont réputées appartenir à l'acheteur public dès l'origine. Le titulaire du marché s'engage à permettre à l'acheteur public d'accéder librement à ces données à tout moment de l'exécution du marché public. A l'issue du marché public, le titulaire s'engage à remettre gratuitement à l'acheteur public toutes les données visées dans cet article et à apporter la preuve de leur destruction.

La société prestataire s'engage donc à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiés, à l'exception de celles nécessaires à l'exécution de la prestation prévue dans ce marché, l'accord préalable du responsable du fichier est nécessaire ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans ce marché ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du marché ;
- prendre toutes mesures de sécurité, notamment matérielle, pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités pendant la durée du marché ;

- échanger des informations personnelles, sensibles ou des authentifications/identifications uniquement de manière chiffrée ;
- en fin de marché à procéder à la mise à disposition de toutes les données appartenant à la Ville de Marseille ;
- et en fin de marché à procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies.

17.3 Les contrôles

La Ville de Marseille se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations réglementaires et techniques de sécurité par la société prestataire, notamment par la réalisation d'audits ponctuels.

En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-5 et 226-17 du nouveau code pénal.

La Ville de Marseille pourra prononcer la résiliation du marché, sans indemnisation du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

17.4 Phase de réversibilité

Au terme du marché, le prestataire s'engage à faciliter la réversibilité selon les modalités choisies par la **Ville de Marseille** et à fournir toutes les informations et prestations utiles à sa mise en oeuvre.

La fourniture de toutes les **informations relatives à l'exécution du marché**, la **documentation** constituée durant la prestation, sous forme électronique mise à jour, ainsi que le **transfert de connaissance** sont inclus dans le présent marché.

Ce transfert se fera directement aux équipes de la Ville de Marseille.

Article 18 - LOGICIEL E-ATTESTATIONS

La Ville de Marseille ayant souscrit un abonnement au logiciel de conformité fournisseurs "e-attestations", nous demandons aux titulaires de bien vouloir y déposer les documents exigibles au titre des articles R2143-7 à 10 du Code de la commande publique, et notamment :

- les attestations fiscales et sociales,
- l'inscription au RCS (K ou K Bis),
- la garantie décennale pour les marchés de travaux,
- la liste nominative des travailleurs étrangers
- l'attestation sur l'honneur relative à l'égalité réelle entre les femmes et les hommes

Cette démarche présente l'avantage de limiter les échanges administratifs lors de la notification et de l'exécution des marchés. Par ailleurs, le logiciel garantit la confidentialité des documents déposés.

L'interface e-attestations est une solution **gratuite** de dépôt et de mise à jour, l'adresse du site est la suivante : <http://www.e-attestations.com/>

Article 19 - LOI APPLICABLE

En cas de litige, la loi française est la seule applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français. Conformément aux articles R2197-1 à 24 du Code de la commande publique, il pourra être fait appel au médiateur des entreprises ou au comité consultatif de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics

Article 20 - CONFORMITE AUX NORMES

Les fournitures seront conformes aux normes en vigueur, normes homologuées ou autres normes reconnues équivalentes, en vertu de l'article R2111-11 du Code de la commande publique.

Toute norme décrite dans le présent marché, dont l'usage n'est pas rendu obligatoire par une réglementation, est entendue comme comprenant la mention "ou équivalent" même si elle n'est pas expressément suivie de cette mention.

Article 21 - ASSURANCES

Conformément à l'article 9 du CCAG PI, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Le titulaire doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Article 22 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P. sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

Dérogations au CCAG PI:

- l'article 2 déroge à l'article 4.1 du CCAG
- l'article 8.1 déroge à l'article 30 du CCAG
- l'article 15.1 déroge aux articles 14.1.1 et 14.1.3 du CCAG